

La presse quotidienne régionale et l'immigration

Jean-Marie Charon

*Ex-directeur de l'Observatoire des médias
du Centre de formation
et de perfectionnement
des journalistes de Paris*

Comment les médias traitent-ils de l'immigration, et comment parlent-ils des populations issues de l'immigration ? Avec notre centre de recherche, nous avons travaillé sur la presse quotidienne régionale. Nous avons sélectionné deux quotidiens de la métropole lilloise, *La Voix du Nord* et *Nord Eclair*, plusieurs quotidiens de la région de Marseille, de la région lyonnaise (*Le Progrès*, par exemple), et les éditions locales du *Parisien*.

L'objectif, c'était d'essayer de voir comment les acteurs et les médias pouvaient coopérer. Le premier point, c'était de voir comment on rendait compte d'un certain nombre d'événements dans les banlieues. Notre méthode de travail a consisté à lire l'information des quotidiens régionaux au jour le jour, pendant six mois, pour en trouver les caractéristiques. Le second aspect, c'était de voir comment les journalistes interprétaient nos observations.

L'immigration, absente de la presse quotidienne régionale

Le problème principal, pour la presse quotidienne régionale, comme pour la presse magazine, c'est qu'on ne parle pas de l'immigration. On en parle comme d'un thème politique, mais on ne parle pas de la population immigrée ou issue de l'immigration. On sait bien que quand on parle de l'information de proximité, ce qui est important, c'est de savoir dans quelles mesures les différentes composantes de la population se retrouvent dans les pages locales, dans quelles mesures on retrouve les différents aspects de leur vie quotidienne, c'est-à-dire leur travail, leur vie communautaire, leurs joies et leurs peines.

Le seul moment où on voit apparaître des références au fait que les gens sont immigrés ou issus de l'immigration, c'est quand on a affaire aux faits divers. D'où une connotation inquiétante et pénible. Par conséquent, on ne parle pas de toutes les problématiques économiques, des problèmes liés à la recherche du travail, etc. Et lorsqu'on interroge les journalistes sur cette question, finalement, on s'aperçoit que ce n'est pas du tout un phénomène lié au hasard, et que, bien évidemment, les journalistes en sont conscients. D'après eux, ils ont beaucoup de mal à donner des informations à propos de la population issue de l'immigration, parce qu'ils n'ont pas accès à cette population, présentée comme une population qui ne communique pas et qui les évite. Le journaliste est perçu comme quelqu'un d'institutionnel, voire d'hostile ou de dangereux. En tout cas, les journalistes ressentent cela.

« les journalistes ne sortent plus pour aller au contact de la population immigrée et de tous ceux frappés par la pauvreté et l'exclusion »

On peut trouver une explication si on regarde les structures de la presse quotidienne régionale. La télévision a des structures rédactionnelles qui se déplacent pour les événements, et qui vont en banlieue. La presse quotidienne régionale, quant à elle, a comme particularité d'avoir un réseau stable, alimenté essentiellement par ses correspondants, c'est-à-dire des gens qui n'ont pas forcément la carte de presse. On peut être journaliste sans avoir la carte de presse. Mais il est intéressant de s'interroger sur leur formation, sur la façon dont ils travaillent, sur leur représentation de la société. Ces dernières années, les quotidiens régionaux ont pu observer que leurs réseaux étaient décalés par rapport au réel et à la société. Lors d'une expérience menée à Vénissieux par *Le Progrès*, on s'est rendu compte, au bout d'un moment, que les événements qui s'y déroulaient étaient perçus par son réseau de correspondants situés dans les quartiers comme quelque chose de très violent et de très dangereux. Cela pose un problème de remontée de l'information. On sait aujourd'hui que les locaux (c'est-à-dire les journalistes locaux) de la presse régionale sont des journalistes qui sortent moins, parce qu'on leur en demande beaucoup plus. On leur demande de traiter l'information directement sur l'ordinateur, et, parfois, on leur demande de préparer en partie leur maquette, et de faire le travail de *rewriting*, qui se faisait avant au secrétariat de rédaction. De ce fait, les journalistes ne sortent plus pour aller au contact de la population immigrée et de tous ceux frappés par la pauvreté et l'exclusion. On peut y ajouter un problème soulevé par certains rédacteurs en chef : parler de l'immigration n'est jamais anodin et pose des problèmes par rapport au lectorat. Certains rédacteurs en chef se disent finalement : « *J'en fais pas trop, j'en dis pas trop, parce que si j'en mets trop, si je parle trop de "certaines parties" de la population, j'ai un lectorat qui va s'exprimer de manière tapageuse en considérant que ce mode de traitement est trop favorable à "certaines parties de la population" ».*

Donc parler de l'immigration dans un quotidien régional, c'est souvent parler des faits divers. Et se posent tous les problèmes de traitement du fait

divers. Bien évidemment, il y a un phénomène de dramatisation. Soit le fait divers est anodin, peu dramatique et il est traité par le localier, soit il est plus grave et il est traité par les spécialistes, les "faits diversiers", moins proches de la population que les localiers. La logique médiatique est alors différente, et le journal se met à valoriser l'événement et à le mettre en scène. Les "faits diversiers" rencontrent d'autres interlocuteurs que ceux qu'aurait rencontrés le localier. Les services de gendarmerie ou de police sont privilégiés. On peut alors s'interroger sur les effets du traitement d'un fait divers sur la population concernée. Cela nous conduit à un débat plus général sur le traitement du fait divers par la presse quotidienne régionale. Cela touche aux questions de déontologie. Il s'agit de savoir ce qu'on doit dire de ceux qui sont concernés par les faits divers. Est-ce qu'on doit donner les noms des gens impliqués ? Est-ce qu'on doit donner le contexte familial, social, etc. ? *Ouest France* a adopté une charte sur le traitement du fait divers : sur une série de faits définis dans la charte, on ne donne pas d'indications précises sur l'identité, ce qui permet d'éviter les connotations qui stigmatisent toujours la même population.

Dans la presse quotidienne régionale, il est important qu'on poursuive la réflexion sur ce problème, notamment sur les références à l'identité des gens et au contexte général. Dans la presse du Nord, on donne souvent l'adresse des gens ou on les situe. Les journalistes ont expliqué que c'était une tradition locale. C'est discutable, car cela a des conséquences pour la famille, les voisins, les amis et les collègues de travail. Il ne faut pas aller trop loin non plus dans l'absence d'indications et dans le silence, car cela peut conduire à des rumeurs. Il faut écrire en fonction de la gravité des événements et en fonction des implications sur l'environnement des personnes impliquées.

Dérapages, amalgames et méconnaissance

Car il y a des dérapages. La presse quotidienne régionale a peut-être moins réfléchi sur les questions liées à l'immigration que la presse quotidienne nationale. Peut-être que c'est un problème de moyens, mais il n'y a généralement pas de journalistes spécialisés sur les questions d'immigration dans les rédactions. Il y en a qui connaissent plus ou moins le sujet, il y en a qui s'y sont intéressés, il y en a qui ont suivi des formations permanentes sur ce sujet, mais il n'y a pas un journaliste spécialisé sur l'immigration dans les rédactions qui puisse relire et vérifier l'information des localiers. Il y a donc une absence de compétence et de qualification sur ces sujets. Cela pose plusieurs problèmes.

Premièrement, il y a une méconnaissance des traditions culturelles d'un certain nombre de pays.

Deuxièmement, il y a les amalgames sur les questions de religion, donc de l'islam. La lecture des faits par les journalistes est influencée par le catholicisme. Cela contribue à créer des contresens, et ceux qui ne sont pas catholiques, et qui se réfèrent à une autre religion, ne s'y retrouvent pas quand on se met à parler de

leur religion. Les journalistes vont parler de l'islam, vont glisser vers l'intégrisme, et parfois jusqu'au terrorisme. Dans les rédactions, on laisse chacun exprimer son opinion. C'est peut-être très bien d'un point de vue démocratique, mais *quid* de la ligne éditoriale ? D'ailleurs, est-ce qu'il y a une ligne éditoriale sur ces questions ? Est-ce qu'on essaie de faire en sorte qu'il y ait des débats sur ces problèmes ? Très souvent non. Chaque journaliste campe sur ses positions. C'est plutôt chez les "faits diversiers" que l'on va observer les attitudes les plus discriminatoires.

Troisièmement, il y a des confusions sur le droit et les problèmes juridiques (sur la question des sans-papiers et du droit d'asile, par exemple). Ce phénomène n'est pas propre à la presse régionale. Il est vrai que le droit a changé, qu'il est très complexe sur les questions d'immigration, et que les journalistes sont peu formés sur le plan juridique. Les journalistes reconnaissent qu'ils ne sont pas au point ou qu'ils ne comprennent pas toujours très bien les dispositifs juridiques qui s'appliquent à un domaine.

Notre enquête a aussi porté sur la mise en page des journaux. Les journaux régionaux, comme la presse magazine, ne font pas toujours très attention aux effets du visuel. Il y a un grand nombre de faits divers illustrés par des photographies d'origine policière. Ce ne sont pas de très bonnes photographies, et elles ne mettent pas en valeur les personnes mises en cause. En plus, ces photographies sont souvent traitées sur un fond très noir. Cela rappelle une photo d'O.J. Simpson, le footballeur américain accusé de meurtre, que chaque journal américain avait noircie selon sa convenance, et qui donnait du personnage une image tantôt inquiétante, tantôt sympathique.

On ne prend pas garde au fait que les photographies de faits divers amplifient les situations, même lorsque le fait divers n'est pas grave. C'est justement lié à la mise en page. Parfois, de petits faits divers, liés à la vie quotidienne, comme les petits accidents de la route, les petits problèmes à la sortie des écoles, se retrouvent dans les pages de faits divers avec les problèmes de grand banditisme. Le contenu rédactionnel peut être totalement modifié par une photo.

Sur les conditions de travail des journalistes, on observe que la presse régionale travaille de plus en plus vite. On n'imagine pas qu'on puisse prendre plus d'une journée pour traiter un événement. Ce phénomène d'accélération fait qu'on laisse filer les choses, qu'on n'a plus trop prise sur les événements, qu'on n'a pas le temps de croiser les informations. On se contente du compte rendu d'une seule source, que ce soit les pompiers, la police ou les gendarmes. Il y a pourtant des initiatives qui vont à contre-courant et qui ont des effets positifs. Depuis plusieurs années, à Vénissieux, *Le Progrès* a remis en place un réseau de correspondants, réouvert des bureaux dans des quartiers considérés comme des lieux où les journalistes ne pouvaient plus aller. Ce sont des bureaux ouverts, c'est-à-dire des bureaux où les gens peuvent entrer, s'installer et discuter. Les

pages locales sont donc beaucoup plus riches. Le problème, c'est que l'ouverture d'un bureau coûte cher. En effet, *Le Progrès* n'y a pas mis des journalistes débutants, mais des journalistes expérimentés qui ont de la bouteille, car il en faut pour travailler correctement là-bas.

En analysant la PQR et l'immigration, nous nous attendions à ne trouver que quelques dérapages, mais en réalité, nous nous sommes rendu compte qu'il y avait surtout des problèmes de choix éditoriaux, de volonté rédactionnelle et d'investissements financiers. Il est vrai que la question de l'immigration fait débat dans notre société, donc quand un quotidien régional prend position sur cette question, une partie de son lectorat réagit. Et certains rédacteurs en chef disent qu'ils ne peuvent pas aller à l'encontre de cette fraction du lectorat. Il leur faut du courage pour passer outre. Certains sont prêts à relever le défi, d'autres pas. Certes, ce n'est pas uniquement aux quotidiens régionaux de relever ce défi.

L'information d'aujourd'hui est plus riche qu'hier (en cela il n'y a pas eu d'âge d'or), ce qui implique que les journalistes doivent avoir plus de compétences, donc plus de formation et aussi plus d'engagement, non pas politique, mais personnel ■

*Intervention enregistrée au Centre international de la communication de Roubaix
le 6 décembre 1996*